

L'Humanité



Rouge

*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 228 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 371

mercredi 19 novembre 1975

JUSTICE DE CLASSE

A l'Assemblée nationale, au cours de la discussion du budget du ministère de la Justice, Lecanuet s'en est pris à l'action «systématique» de certains juges «partisans». Il ajoutait aussitôt qu'il ne fallait pas «confondre l'exception avec la pratique générale et quelques cas isolés ne doivent pas faire oublier l'immense majorité de ceux qui, silencieusement, s'attachent à faire leur devoir».

En cela nous lui donnerons raison. L'exception est en effet l'action de certains juges qui estiment nécessaire de sanctionner des capitalistes. La règle générale est l'action des juges qui s'emploient à appliquer des lois faites pour défendre les capitalistes et réprimer le peuple, qui jouent leur rôle de rouages de la justice bourgeoise.

Quelle est l'exception ? C'est quand un juge Pascal met en lumière la responsabilité de la direction des Houillères dans la mort de 40 mineurs, quand le juge De Charette fait incarcérer un PDG responsable de la mort d'un ouvrier, quand un patron du bâtiment est mis en détention préventive. Que voit-on quand de telles exceptions se produisent ? Des campagnes de presse sont organisées, le patronat multiplie les pressions, des députés interviennent, les juges en question sont qualifiés de «partisans», sont menacés, sanctionnés s'ils ne cèdent pas. Et pour terminer, les exceptions rentrent dans l'ordre, les capitalistes mis en cause sont blanchis.

Quelle est «la pratique générale» comme dit Lecanuet ? Ce sont les responsables des morts d'ouvriers condamnés à de dérisoires amendes. Ce sont de longs mois de «détention préventive», en attendant les jugements, pour des gens issus du peuple et arrêtés le plus souvent pour trois fois rien. Ce sont de lourdes peines de prison pour eux.

La règle générale, ce sont les condamnations d'ouvriers, de paysans qui se dressent contre l'exploitation capitaliste. A Angers, dernièrement, six militants syndicaux étaient condamnés à des peines de un à six mois de prison avec sursis pour avoir séquestré leur directeur. Ce sont, jeudi à Poitiers, quatre délégués CGT et CFDT inculpés au titre de la loi anticasseurs qui comparaissent devant un tribunal.

Il ne faudrait pas que l'arbre cache la forêt et que l'action de quelques juges cache la fonction des lois, des tribunaux et des juges qui est de servir les intérêts de la classe bourgeoise contre le peuple.

Que des juges fassent mettre en prison des PDG, cela prouve que dans ce domaine-là aussi les choses ne sont plus tout à fait comme avant et que la bourgeoisie est affrontée à des contradictions insurmontables dans ses propres organismes, mais cela ne remet nullement en cause le caractère de la justice : c'est une justice de classe bourgeoise

Lundi à Paris

2500 TRAVAILLEURS des ASSURANCES DANS LA RUE



Les travailleurs des AGP à la tête de la manifestation (Photo Fotolib).

(Article page 8)

Dans ce numéro

Notre enquête

sur «la nouvelle extrême-gauche»

LA LIGNE POLITIQUE DU PCMLF

Un texte que nous a fait parvenir le Comité central du
PCMLF clandestin



FOYER LOU CANTOU (MONTPELLIER) :

INTERVENTION A LA FETE DE «LA MARSEILLAISE»

Depuis avril les travailleurs sont en lutte contre la fermeture de leur foyer et pour la réembauche de tous.

Ils ont fait la triste mais enrichissante expérience de l'attitude des dirigeants PCF, le dimanche 9 novembre, lors de la fête du PCF des 36h de la «Marseillaise».

Certains militants de base du PCF, conscients de la nécessité de lutter contre les licenciements et solidaires de la lutte des travailleurs du Cantou, avaient invité ceux-ci à intervenir à la fête pour populariser leur lutte et distribuer un tract.

Il y avait à peine 5 minutes que les travailleurs du Cantou diffusaient leur tract et faisaient une collecte de soutien, que les dirigeants locaux du PCF arrivaient escortés du service d'ordre ; disant qu'ils étaient en total désaccord avec cette lutte et qu'il fallait sortir d'ici, et aller distribuer à 50 mètres de l'entrée !

Devant la présence de plusieurs militants de base PCF et de passants choqués par cette attitude, les dirigeants du faux parti «communiste» ont envoyé la voiture sono devant la banderole «Solidarité Cantou» pour hurler : «Le PCF est en total désaccord avec ce tract ! Nous ne soutenons pas cette manifestation étrangère à notre parti».

De nombreux travailleurs ont alors versé à la collecte malgré les appels du PCF à ne verser que pour la «Marseillaise». Plus de 140 F ont été collectés pour le soutien du Cantou.

Alors que dans le même temps Krasuki s'égoïstait sur... les libertés (sic !!).

En effet belles libertés que de vouloir empêcher les travailleurs en lutte de s'exprimer.

Malgré l'attitude des faux communistes, c'était une très bonne journée pour la continuation de la lutte ! Le camp des amis et des ennemis se précise un peu plus !

Les travailleurs du Cantou viennent de sortir une brochure, reprenant les interventions de leur dernier meeting.

Pour toute commande et correspondance écrire à : Syndicat Santé - Bourse du travail, Rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier. L'exemplaire : 2,50 F (prix de soutien).

ECHOS DE LA REGION DE MONTPELLIER.

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le 6 novembre, après 5 jours d'occupation des locaux, les 93 travailleurs de la SOGEMCO, entreprise de mise en bouteille, ont obtenu la reprise de tout le personnel pour deux mois par une entreprise de Béziers. Forts de ce début de victoire, ils se préparent pour de nouvelles batailles à l'échéance des deux mois.

Le 8 novembre, les 30 travailleurs de l'entreprise de construction Vitoc, ont occupé de 17h à 22h, les locaux de la Chambre patronale pour exiger leur paye d'octobre : curieuse entreprise fantôme, qui a 15 chantiers sur Montpellier et qui n'est déclarée nulle part, ni à la Sécurité sociale, ni à la Chambre de commerce, etc. Après avoir été chassés par la police, ils ont décidé de continuer la lutte pour obtenir tout ce que le patron leur doit.

EMPLOI

Le 13 novembre, 500 manifestants au «Bousquet d'Orb», contre la fermeture et les licenciements dans deux usines du Bassin minier de la région.

Les promesses faites par le gouvernement, 170 000 tonnes de charbon extraites pour 1980, ne sont pas appliquées, et cette région riche en source d'énergie devient un désert. Nous atteignons le taux de 3 700 chômeurs dans la région !

Manifestation à Montpellier pour la création d'emplois à Chalabre (Aude).

Voilà 11 mois que les travailleurs de l'usine de chaussure Canat-Hutchinson, luttent contre les licenciements et pour la création de nouveaux emplois à Chalabre. En effet la réduction de l'activité de l'usine met 22 % de la population active au chômage.

A PARIS-RHONE (Lyon) : L'ACTION SE DURCIT

La société Paris-Rhône emploie 4 500 personnes, dont 46 % de femmes à Lyon, Villeurbanne et Bourgoin. Elle fabrique des démarreurs de véhicules automobiles, des alternateurs, des régulateurs de tension.

Comme dans beaucoup d'entreprises, le 6 novembre dernier le patron prenait prétexte de la grève de l'EDF pour lock-outer l'usine. A la suite de cette décision qui entraînait le non-paiement de cette journée pour la plupart (le patron essayant de diviser les ouvriers en indemnisant seulement l'équipe d'après-midi), 300 ouvriers occupaient le couloir des bureaux administratifs et s'opposaient à l'arrivée en force du patron et de ses cadres qui durent reculer.

D'autre part, depuis le 5 novembre, les ouvriers de l'outillage (environ 60) étaient en grève illimitée pour obtenir une augmentation mensuelle de 250 F pour tous.

Ce mercredi 12 novembre, les syndicats CFDT et CGT organisaient un vote pour consulter l'ensemble des ouvriers sur l'action à poursuivre. La CFDT se prononçant pour une grève illimitée et la CGT pour des débrayages de deux heures par jour.

Sur un effectif de 2 500 ouvriers, 1 200 prirent part au vote : 880 décidaient une grève illimitée, 140 votant contre et 150 se prononçant pour des débrayages de deux heures par jour ; et le lendemain l'occupation de l'usine était décidée.

Le patron a fait constater l'occupation par un huissier qui fait passer en référé deux délégués CFDT et trois CGT, afin de pouvoir faire évacuer l'usine par la force après le passage au tribunal des référés. Les manœuvres de la direction pour faire rentrer à l'usine la maîtrise et intimider les piquets de grève s'intensifiaient : un contre-maître a giflé une ouvrière et les cadres ont violemment bousculé le piquet de grève vendredi après-midi.

Les dirigeants CGT, qui ne veulent pas se laisser démasquer d'une manière trop voyante, continuent de participer au Comité de grève mais en ne prenant en mains aucune tâche concrète. Ils cherchent uniquement à influencer toutes les décisions du Comité de grève, et refusent de se soumettre à toutes les décisions de celui-ci.

Jeudi la section syndicale CGT des ETDA avait décidé de se joindre à l'action, mais vendredi matin un permanent de la bourse du travail est venu à une réunion de la section CGT-ETDA faire des manœuvres de division : «Les ouvriers et les ETDA n'ont pas les mêmes intérêts, 250 F c'est pas valable pour les ETDA, une grève illimitée ce n'est pas juste...»

Maintenant que l'action se durcit, que la grève fait l'unanimité, les dirigeants révisionnistes de la CGT se plaçant du côté des patrons et font tout pour briser la grève.

Correspondant H.R.

RUE DE BAGNOLET A PARIS LES METALLOS DE SANCAR FONT LE BILAN DE LEUR GREVE

Le 12 novembre au soir, les travailleurs de l'entreprise Sancar ont présenté à leur comité de soutien le bilan victorieux de leur grève. Ils devaient notamment expliquer que c'est à l'unanimité des grévistes que la reprise du travail a été décidée après plus de 5 semaines de grève.

Satisfaction totale n'a pas été obtenue sur toutes les revendications. Néanmoins, des augmentations de salaire ont pu être arrachées, ainsi par exemple, le salaire de manoeuvre à OS 2 passe de 1 341 à 1 450 F. Deux augmentations de 50 F seront également versées à tous les travailleurs en janvier et en mars prochain, de plus les salaires seront dorénavant indexés sur le SMIC.

«Mais le plus important pour nous, devaient déclarer les grévistes, c'est d'avoir en partant de zéro, réussi à nous organiser, d'avoir créé notre section CFDT, d'avoir également pu populariser notre lutte en créant un comité de soutien, d'avoir mieux compris et fait comprendre que ce n'est que par la lutte qu'on peut obtenir quelque chose. Jamais une augmentation de 150 F n'avait pu être obtenue, même pour ceux qui léchaient les oreilles du patron...» Les travailleurs restent cependant sur leurs gardes. Il n'est pas exclu que le patron recommence à déchirer les cahiers de revendications ! Ils sont prêts à lui répondre du tac au tac.

Correspondant H.R.

A OUEST-FRANCE : NOUVEAUX DEBRAYAGES AUX EXPEDITIONS

Expédier 650 000 journaux en l'espace de 6 heures, de 22 heures à 4 heures du matin, voilà ce à quoi sont contraints les travailleurs du service des expéditions du quotidien «Ouest-France». Ces ouvriers s'étaient mis en grève (voir H.R. No 999) pour obtenir la revalorisation de leurs salaires. Recevant l'assurance de la direction que des négociations s'engageraient le 7 novembre, ils avaient interrompu leur mouvement. Dans la nuit du vendredi 7, les travailleurs ont à nouveau observé un arrêt de travail. Forts du soutien de nombreux journalistes de «Ouest-France», ils sont décidés à continuer à se battre jusqu'à la victoire.

Correspondant H.R.

PTT-PARIS AUZTERLITZ : DEBRAYAGES CONTRE LA REPRESSION

Dans la nuit du 14 au 15 novembre, les postiers d'Auzterlitz ont débrayé pour protester contre les sanctions infligées à quatre postiers (dont trois auxiliaires) qui avaient refusé de décharger des camions privés. Or ces camions venaient précisément pour briser la grève des camionneurs PTT.

La grève a été reconduite par les brigades de jour, qui subissent à un degré ou à un autre la répression de l'administration (qui elle, prépare la restructuration des centres de tris parisiens).

Très rapidement va se poser la question des formes d'action à adopter.

D'après les directions syndicales, la grève est «suspendue» lundi matin, et ils se refusent à donner des précisions.

Correspondant H.R.

L'enjeu du 24^e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF (18-21/11/75)

La première partie de l'article commençait l'étude du rapport général (présenté par le Comité directeur fédéral sortant) qui vise à définir une stratégie et une tactique offensives pour les trois années à venir. L'enjeu du congrès : face à la trahison des dirigeants révisionnistes de la CGT, la fédération CFDT peut-elle devenir l'organisation syndicale de classe EDF-GDF ? L'article abordait deux problèmes : l'unité d'action, les formes de lutte ; où à chaque fois se retrouve posée la question du suivisme par rapport à la fédération CGT.

3/. Les objectifs de lutte.

Si le rapport général reprend le mot d'ordre d'« augmentations égales pour tous » voté au précédent congrès, il ne lui donne pas l'ensemble de sa signification. Ce serait un moyen pour « augmenter encore plus rapidement les bas salaires et resserrer l'éventail des rémunérations ». Mais le rapport n'aborde pas l'aspect politique et idéologique de ce mot d'ordre, en tant que moyen de mettre en cause l'ensemble de la hiérarchie, le système capitaliste lui-même et de contribuer ainsi à élever le niveau de conscience des travailleurs.

Plus grave, le rapport reprend à son compte, purement et simplement, le mot d'ordre des dirigeants révisionnistes : « Sauver et consolider les nationalisations ». Et ceci sans aucune analyse de sa signification réelle dans le cadre du capitalisme monopoliste d'État, c'est-à-dire de maintien et de sauvegarde du capitalisme lui-même. Ce qui est en cause c'est non pas la forme de propriété de l'entreprise, ce sont les conditions de travail et de vie des agents EDF-GDF et de l'ensemble des travailleurs, ce sont les acquis de la lutte passée que la bourgeoisie veut sans cesse remettre en cause, comme la « garantie de l'emploi ».

A ce sujet, un syndicat a proposé une motion visant à lancer, parmi le personnel, un débat pour proposer que la CFDT suspende sa participation aux conseils d'administration d'EDF et de GDF où la fédération cautionne la politique de la bourgeoisie

monopoliste et clé de voûte de la collaboration de classes.

4/. La CCAS et les activités sociales.

La CCAS (Caisse centrale d'activités sociales), gérée entièrement par les fédérations syndicales, et essentiellement par les dirigeants révisionnistes de la fédération CGT, s'occupe de toutes les « activités sociales » : régime particulier de sécurité sociale, vacances familiales, colonies, cantines, etc. Le budget, fourni par les directions d'EDF et de GDF, approche les 40 milliards d'anciens francs, soit 7 % de la masse salariale.

Le rôle de la CFDT dans les activités sociales et à la CCAS en particulier sera un point important des débats du congrès. Les dirigeants révisionnistes y font, en effet, passer leur ligne bourgeoise à 100 %. Ils gèrent avec les méthodes capitalistes les plus modernes 2 700 travailleurs, en les exploitant au nom de la « satisfaction des besoins des électriciens et gaziers » ou de « l'efficacité gestionnaire ».

Alors que deux accidents mortels du travail ont eu lieu depuis le début de l'année, ils refusent toujours la création d'un Comité d'hygiène et de sécurité (CHS) Ils font tout pour maintenir, à l'intérieur de la CCAS, un syndicat unique CGT à leur botte. Ainsi récemment sur 100 postes à pourvoir, il y a eu 95 CGT de retenus !

Lorsque le personnel des cantines a engagé l'action au printemps pour obtenir sa titularisation en tant qu'agents EDF-

GDF, les dirigeants révisionnistes ont tout fait pour saboter l'action, mais ils ont enregistré un échec cuisant.

C'est que la CFDT, pour la première fois, ne se contentait pas d'entériner purement et simplement les diktats des révisionnistes mais a soutenu l'action et a contribué directement à permettre de premières victoires.

Le rapport général préparatoire au congrès est très discret sur la question de la CCAS. Mais nombreux seront les militants qui voudront que la lumière soit faite et que la fédération CFDT, dans son ensemble, s'engage, à la CCAS, comme ailleurs, dans la défense des revendications des travailleurs, malgré et contre les révisionnistes.

Sur chacun des points principaux qui feront l'objet des débats du 24^e congrès de la fédération gaz-électricité CFDT, l'enjeu est clair : face à la lutte sans merci qui oppose, dans la classe ouvrière, les dirigeants révisionnistes, défenseurs du système capitaliste aux représentants du prolétariat, la CFDT doit clarifier ses positions, définir une stratégie anticapitaliste de classe et de masse, devenir l'organisation syndicale de classe des électriciens et gaziers.

Alors prendra tout son sens le mot d'ordre de ce congrès : « La priorité des priorités est de renforcer la CFDT ».

Des communistes marxistes-léninistes
d'EDF-GDF

A L'USINE MAS DE TOULOUSE :

LUTTONS CONTRE LES DIVISEURS ET CEUX QUI LES DEFENDENT

A MAS, (usine de confection, Toulouse), le patron avait prévu d'éventuelles coupures de courant le jeudi 6 novembre (grève de l'EDF). Aussi convoqua-t-il la veille les délégués (CGT-CFDT-FO) du CE pour les informer que si les coupures étaient inférieures à 1/4 d'heure il les payait à condition que les ouvrières rattrapent le travail perdu dans la journée. Supérieures à 1/4 d'heure, il ne les payait pas !

« Espérants » qu'il n'y aurait pas de coupure, les délégués sortant de la réunion, n'en n'ont rien dit à personne.

Or le lendemain à 9 heures 1/4, coupure. La colère gronde quand les ouvrières apprennent ce qui s'est dit la veille entre le patron et le CE. (Les délégués diront ensuite qu'elles n'ont pas eu le temps de nous informer, mais qu'elles n'étaient pas d'accord avec !) La majorité du personnel se regroupe dans un atelier, décidée à ne pas faire les frais des coupures. Poussées par la base, les délégués CFDT proposent : ne pas reprendre le travail quand le courant reviendra, pour exiger le paiement intégral de la journée. La grande majorité vote pour.

A partir de ce moment, le patron dit : que celles qui le désirent rentrent chez elles. De sa part, ça se comprend, il veut isoler les plus combattives des hésitantes, et casser ainsi le mouvement.

Mais les dirigeantes CGT aussi disent : rentrez à midi chez vous, si le patron accepte de nous payer les heures du matin. Comment forcer le patron à nous les payer, sinon par la grève ? Là, elles ne le disent pas.

En démobilisant ainsi les ouvrières, la direction CGT a ouvertement fait le jeu du patron. Restées qu'en trop petit nombre, l'après-midi (le courant est revenu à 11 heures 30, bon nombre était parti), les grévistes se réunissent pour faire un tract expliquant la situation. Et c'est là, que la lutte contre la ligne révisionniste s'est poursuivie.

En effet, la plupart des délégués CFDT refusent d'expliquer dans le tract la position de la CGT et de la dénoncer (même en termes modérés) sous prétexte que ça briserait « l'unité ».

Les marxistes-léninistes expliquent : oui nous sommes pour l'unité entre travailleurs, entre syndiqués mais l'unité pour et dans la lutte, pas dans l'inaction et la collaboration avec le patron.

L'unité est un désir légitime des ouvrières et nous l'appuyons. Mais pour réaliser cette unité, il faut isoler et combattre les vrais diviseurs, car avec eux, aucune unité n'est possible.

D'autre part, si nous voulons que la CFDT se renforce et puisse un jour jouer son rôle dans l'usine, elle ne doit pas toujours apparaître comme l'ombre, le toutou de la CGT, c'est cela que beau-

coup d'ouvrières lui reprochent, qui rejoindraient la CFDT si elle était plus ferme sur ses positions.

Finalement, nous proposons un vote pour savoir si oui ou non nous expliquons dans le tract la position des dirigeantes CGT : 13 pour, 6 contre, dont 4 délégués CFDT.

Méprisant la volonté des ouvrières exprimée par le vote, ces dernières commencèrent par dire : « Oui, mais sur les 13, il y a des non-syndiquées », puis « Oui, mais parmi les 11, il y a des jeunes, inexpérimentées, qui ne comprennent pas pourquoi elles votent ! », puis à bout d'arguments : « Oui, mais parmi les 6, il y a 4 déléguées, elles comptent plus ! ».

Avec plusieurs ouvrières, nous dénonçons cet antidémocratie et menaçons de quitter la réunion. Devant la colère de la majorité des syndiquées, les déléguées CFDT cèdent et disent d'accord. Mais le lendemain, rien de ce que nous avions décidé de dire n'était sur le tract.

La direction CGT porte la principale responsabilité de l'échec du mouvement. Ceux qui, à l'intérieur de la CFDT, refusent de dénoncer cette ligne antiouvrière divisent les travailleurs et sabotent le mouvement.

Les communistes marxistes-léninistes
de l'Humanité Rouge
de chez MAS

La nouvelle extrême gauche (10)

La ligne politique

du Parti communiste marxiste-léniniste de France

C'est pour assurer l'accomplissement de la tâche historique de la révolution prolétarienne trahie par le Parti « communiste » français qu'est né le PCMLF, qui se veut l'héritier en France du parti des Gabriel Péri, des Sémard, des Timbault et des fusillés de la Résistance morts pour des lendemains qui chantent, pour le communisme.

L'objectif fondamental du PCMLF est donc de conduire la classe ouvrière et les masses populaires au renversement du système d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie. Cet objectif ne peut être atteint que par la destruction nécessairement violente par le peuple en armes de l'Etat capitaliste et par l'établissement d'un nouvel Etat du type de la Commune de Paris, fondé sur les assemblées ouvrières et populaires disposant à leur niveau du pouvoir à la fois délibératif et exécutif. Un tel pouvoir exerçant la dictature la plus intransigeante contre les anciens exploités et garantissant la démocratie la plus large pour le peuple, c'est la dictature du prolétariat. Seul un tel système politique permettra de faire disparaître les tares du système capitaliste telles l'augmentation continue des prix, le chômage, les innombrables accidents du travail, par l'édification d'une société socialiste.

« Voie pacifique » et « détente » pour désarmer les ouvriers

Toute autre forme d'un « socialisme » excluant la révolution violente et la dictature du prolétariat est une duperie montée par la bourgeoisie pour détourner les combats révolutionnaires de la classe ouvrière de leur but.

L'exemple tragique du Chili où le peuple a été désarmé par la fable de la « voie pacifique » et où il a fait les frais de la rivalité des superpuissances impérialistes est là pour le montrer.

Non, la révolution n'est ni un dîner de gala, ni une fête et c'est bien pourquoi elle nécessite une préparation sérieuse et l'éducation de la classe ouvrière et des masses populaires.

C'est une raison essentielle pour laquelle le PCMLF accorde une très large place dans son activité à l'action quotidienne des ouvriers et des travailleurs dans leurs entreprises.

Car c'est bien dans les batailles de classe pour leurs intérêts immédiats que les ouvriers éprouvent la nature des capitalistes et de leurs valets, les dirigeants du PCF et de la CGT. Ces derniers veulent à tout prix empêcher la mobilisation ouvrière, prônent la négociation à tout prix et recommandent aux ouvriers de s'en remettre à leurs « bons offices ». Or chaque fois que ces faux communistes contrôlent un mouvement, c'est l'échec ; par exemple à l'imprimerie Larousse. Chaque fois qu'ils parviennent à saboter une action en divisant les travailleurs, là aussi les ouvriers subissent des revers comme ce fut le cas à « Chausson » en juin dernier.

Classe contre classe dans les entreprises

Voilà pourquoi, aux mots d'ordre du PCF pour l'unité syndicale sur la base des

négociations à tout prix avec le patronat, le PCMLF oppose depuis de nombreuses années le mot d'ordre d'UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION de tous les travailleurs syndiqués et non syndiqués, appliquant le principe classe contre classe pour arracher les revendications immédiates par la grève avec piquets, l'occupation de l'usine, la séquestration du PDG par la masse des ouvriers : une telle ligne ne veut pas dire qu'il ne faut jamais négocier, mais que les négociations ne doivent avoir lieu que sur la base d'un rapport de force favorable aux ouvriers. Partout où il est appliqué fermement, ce principe conduit à la victoire : ce fut le cas à Lip, ou plus récemment à Rhône-Poulenc (Chalampé).

Cependant les luttes pour des revendications économiques, le développement du mouvement gréviste, ne sont pas le moyen de renverser le capitalisme. L'expérience historique du printemps révolutionnaire de 1968 l'a montré.

Grâce à l'influence du PCF dans les rangs ouvriers, le plus grand mouvement gréviste jamais vu en France n'a abouti qu'à la satisfaction de quelques revendications immédiates, résorbées dès le mois d'octobre 1968 par les capitalistes, et... à des élections qui ont consolidé, pour un temps, les institutions bourgeoises ébranlées.

Contre l'électoratisme et l'Union de la gauche

Aujourd'hui la crise capitaliste, qui n'est pas une politique délibérée de tel ou tel gouvernement bourgeois mais bien une crise profonde du système, bat son plein. En même temps la dispute entre les deux superpuissances s'approfondit : ce désordre chez les capitalistes crée une situation excellente pour la classe ouvrière et le peuple pourvu que les masses rejettent leurs illusions totalement, notamment sur les élections bourgeoises et sur l'Union de la gauche qui n'est qu'une issue bourgeoise à la crise. C'est bien pourquoi le PCMLF refusa lors des présidentielles toute participation au scrutin et toute attitude ambiguë sur la nature des tenants du « Programme commun ».

Cette position était fondée sur deux considérations :

1) L'Union de la gauche est une union bourgeoise qui trompe le peuple.

2) Au sein de la bourgeoisie elle représente une montée des forces pro-soviétiques.

Et finalement toute la question est là comme le montre par exemple la situation au Portugal et en Italie.

Ou bien l'on considère le PCF comme un parti ouvrier « bureaucratique », un parti « bourgeois réformiste » « social-démocrate », auquel il est possible de s'allier *de fait*, ou bien on saisit le caractère nouveau de ce parti bourgeois lié au social-impérialisme révisionniste soviétique.

Car si le PCF est bien le parti de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, il n'est pas permis d'éluider ses rapports avec le parti au pouvoir dans l'immense pays de Lénine et

Staline, hier socialiste, aujourd'hui impérialiste.

L'URSS révisionniste héritière de l'Allemagne nazie

En fin de compte, la question est là : l'URSS est-elle aujourd'hui un Etat ouvrier « dégénéré » comme disent les trotskystes, un impérialisme moins dangereux que l'impérialisme américain comme disent d'autres, ou bien est-ce que, effectivement, comme le soulignait Mao Tsé-toung dès 1964 :

« En URSS aujourd'hui c'est la dictature de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand, une dictature de type hitlérien. »

L'URSS, dans le cadre de sa rivalité avec l'impérialisme américain, pratique une politique expansionniste qui combine la pression militaire et les préparatifs d'agression avec la subversion intérieure qui s'appuie sur les forces pro-soviétiques. De récents articles dans la presse du Parti communiste chinois le faisaient encore remarquer. Et le PCMLF est pleinement d'accord avec cette appréciation. D'ailleurs, dès octobre 1973, le PCMLF soulignait que la rivalité des superpuissances USA et URSS conduit INÉVITABLEMENT, selon les enseignements de Lénine, à une nouvelle guerre mondiale et que dans cette rivalité, le social-impérialisme constitue le DANGER PRINCIPAL.

Cette analyse du PCMLF devait être largement confirmée par les faits, tant sur la question du Portugal que sur celle de l'Angola.

Bien entendu, les révisionnistes et les trotskystes ont orchestré une campagne pour démontrer que le PCMLF ne combat pas l'impérialisme US, mais le PCMLF combattait déjà l'impérialisme US que le PCF chantait encore les louanges de Kennedy, et les peuples du monde savent qui en France a soutenu les peuples indochinois véritablement et qui les a soutenus du bout des lèvres, qui a soutenu et soutient le peuple palestinien et qui le soutient du bout des lèvres.

Ni Washington ni Moscou !

Non, la ligne du PCMLF n'est pas de s'appuyer sur une superpuissance pour en combattre une autre mais bien de combattre les deux superpuissances tout en se félicitant de l'aiguïsement de leur dispute, car comme disait Lénine *« quand deux brigands se battent, c'est toujours de quelque profit pour les honnêtes gens »*.

La crise capitaliste, la rivalité des superpuissances rapprochent l'heure d'une situation favorable à la révolution prolétarienne. Dès lors, ce qui est décisif, c'est la force du parti marxiste-léniniste. Voilà pourquoi le PCMLF accorde une très grande importance à un recrutement rapide chez les ouvriers, et c'est aussi pourquoi le PCMLF s'emploie à chaque instant à l'unification des marxistes-léninistes au sein d'un seul parti, car là est la garantie de la victoire, que la révolution précède la guerre ou que la guerre amène la révolution.

Le Comité central du PCMLF



A PROPOS DU MAROC, UN JOURNAL ALGÉRIEN DÉNONCE :

LA DUPLICITE DES FAUX PARTIS COMMUNISTES

Organe central du FLN, l'hebdomadaire algérien «*Révolution africaine*» du 31 octobre/6 novembre 1975 (No 610) vient de consacrer plusieurs pages d'analyse aux «*partis issus des masses pour exploiter les masses*» qui se sont faits les plus actifs complices de la politique expansionniste du roi du Maroc, Hassan II. Sous le titre «*Le parti communiste et son éternel retard*», le commentateur Abdelhakim Meziani démontre dans le détail «*que les masses travailleuses marocaines sont en dehors de la présente farce politique... entretenue par des féodalités politiques qui se recrutent notamment dans les partis de l'Istjql et communiste.*»

Il pose cette pertinente question : «*Comment justifier la présence de ce parti (le parti communiste marocain) dans l'union nationale aux côtés de ceux qui ont favorisé assassinats et répression politiques pendant des années et des années ? Comment expliquer la pseudo-démocratie et ouverture marocaine, alors que pendant l'inauguration du siège du PPS (ex-PCM) à Rabat au mois d'août 1974, des militants de la gauche révolutionnaire marocaine au nombre de cinq étaient fusillés, et que bien d'autres comme Laâbi (directeur de la revue «*Souffles*») croupissaient dans les geôles alaouites...?*»

Précisons pour notre part qu'au Congrès de fondation de ce PPS, parti révisionniste légal dirigé par le renégat Ali Yata, assistaient des délégations de nombreux autres partis révisionnistes, celles du PCF et du PCUS en particulier, avec la sacro-sainte bénédiction de Sa Majesté le roi Hassan II... !

«*Révolution africaine*» rappelle aussi opportunément comment, pour régner, le roi s'efforce de diviser la population marocaine en opposant Arabes et Berbères, et précise :

«*D'ailleurs l'homogénéité du peuple marocain est niée successivement par la colonisation, la section marocaine des PC occidentaux, et la dynastie alaouite...*»

Ainsi se trouvent démasqués les faux communistes marocains, qui soutiennent actuellement la politique d'annexion du Sahara occidental s'opposant au principe élaboré par Lénine accordant à tout peuple opprimé son libre droit à l'autodétermination. Mais en dépit des tortures et emprisonnements dont ils sont victimes, ce sont les marxistes-léninistes du Maroc comme Abdelatif Laâbi, qui détiennent la vérité et l'avenir conformes aux légitimes intérêts des populations laborieuses des villes et des campagnes de ce pays. Nous sommes absolument convaincus de leur inéluctable victoire.

ANGOLA :

Armements soviétiques d'un côté, troupes sud-africaines de l'autre

Reprise par une grande partie de la presse bourgeoise, la campagne lancée par les faux communistes français et soviétiques contre la République populaire de Chine à propos de la situation en Angola a, recouru depuis quelques mois à de multiples mensonges. La sage position de la Chine a été systématiquement déformée. N'est-on pas allé jusqu'à prétendre que des «*conseillers chinois*» participaient au soutien des activités militaires de l'UNITA et du FNLA contre le MPLA... «*au même titre que des mercenaires blancs envoyés par le régime raciste et fasciste de l'Afrique du Sud*» ?

Pour les gens honnêtes et sincères qui se laissent attraper de bonne foi par de telles assertions, nous recommandons la lecture de «*Pékin-Information*» No 45 du 10 novembre 1975 en page 29. Un article condamnant la «*balkanisation*» de l'Angola par les deux superpuissances, dénonce justement l'ingérence effective des mercenaires sud-africains, et même de troupes sud-africaines, en reprenant les justes conclusions de la Commission de conciliation de l'Organisation de l'unité africaine sur l'Angola. L'hebdomadaire chinois souligne en conclusion de son article que «*Noureddine Djoudi, secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine, et qui était en visite en Angola avec la Commission de conciliation, a récemment déclaré avoir vu une énorme quantité d'armements soviétiques en Angola, et d'autre part qu'est définitivement évidente la présence de trou-*

pes sud-africaines dans la partie méridionale du pays.»

Précisons au surplus que la République populaire de Chine refuse d'établir des relations diplomatiques avec deux pays pour leur caractère colonialiste et raciste, l'Etat fantoche d'Israël d'une part, et justement l'Afrique du Sud d'autre part.

UNE CONFÉRENCE POUR LE DIALOGUE

Le président Omar Bongo a ouvert dimanche soir à Libreville (Gabon) la «*Conférence diplomatique extraordinaire*» des ministres des Affaires étrangères d'Afrique australe qui se donne comme objectif de «*trouver les voies et moyens qui permettent à l'Angola de former un gouvernement d'union nationale*».

S'adressant aux ministres du Cameroun, du Tchad, du Zaïre, du Gabon, du Congo, de la République centrafricaine, et de Sao Tomé et Príncipe, il a déclaré : «*La formation de deux gouvernements distincts ayant proclamé unilatéralement l'indépendance, ne peut que contribuer à entretenir un climat de tension, de haine alimenté par les desseins cyniques des grandes puissances dominatrices au mépris des intérêts supérieurs du peuple angolais*». Estimant indispensable la réussite de cette conférence, il a conclu : «*Si nous n'y parvenions pas, l'évolution de la situation en Angola nous conduirait inévitablement à une remise en cause de la paix et de l'unité, non seulement dans notre région, mais dans l'ensemble du continent.*»

LIBAN :

LA POSITION DES PALESTINIENS

Abou Ayad, l'un des leaders du Fath, vient de déclarer que «*après le succès aux Nations-Unies, le premier but de la Résistance palestinienne est de mettre fin à la guerre civile au Liban*». Il ajoute : «*Nous sommes contre le déclenchement d'une guerre confessionnelle dans la même mesure où nous sommes pour la sauvegarde de notre propre existence. Les problèmes doivent être réglés par le dialogue. Il doit y avoir une solution politique.*»

Il a rejeté, d'autre part, les accusations selon lesquelles la Résistance palestinienne se serait rangée «*aux côtés des musulmans, de la gauche ou des forces patriotiques*». Si tel était le cas, a-t-il affirmé, «*nous n'aurions pas tendu la main aux moines libanais, aux nationaux libéraux comme nous le faisons.*»

DÉLÉGATION DU PARTI COMMUNISTE (ML) DE GRANDE-BRETAGNE EN R.P. DE CHINE

Reg Birch, président du Parti communiste (marxiste-léniniste) de Grande-Bretagne, vient d'effectuer un séjour en République populaire de Chine.

Le camarade Reg Birch s'est entretenu successivement avec le camarade Keng Piao, membre du Comité central et directeur du Département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, et avec le camarade Tchang Tchouen-kiao, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois.

DJIBOUTI :

L'EXPULSION DE LA FRANCE REVENDIQUÉE

Plusieurs mouvements de libération de l'ex-Somalie française devenue «*Territoire français des Afars et des Issas*», ont demandé à la Commission de décolonisation de l'ONU le départ de la France et l'indépendance de la Côte des Somalies.

Ils ont fait valoir que, contrairement à la thèse répandue par le colonialisme français pour maintenir son occupation, les Afars et les Issas vivaient en bonne intelligence et demandé à la Somalie voisine de donner les mêmes garanties que l'Éthiopie en ce qui concerne le respect de l'indépendance et de l'intégrité du territoire.

ONU :

LES DROITS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

La Commission sociale de l'Assemblée des Nations-Unies a adopté vendredi une résolution en faveur du respect des droits des travailleurs migrants, présentée par l'Algérie, la Colombie, le Mali, le Mexique et le Yémen.

Adoptée par 111 voix avec 3 abstentions, elle adresse un appel aux gouvernements des États membres «*pour qu'ils rappellent à leurs autorités administratives compétentes l'obligation qu'elles ont de respecter les droits de l'homme de tous les travailleurs migrants, y compris de ceux qui sont sans documents officiels*». Elle appelle également les gouvernements à accorder toute facilité et assistance aux agents diplomatiques et consulaires accrédités pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne la protection et la défense des droits de l'homme des travailleurs migrants, y compris de ceux qui sont entrés clandestinement et se trouvent démunis de titre de séjour.

Des milliers de pommes à la décharge :

LE SCANDALE CONTINUE

Dans le Sud de la France la destruction scandaleuse de milliers de tonnes de pommes continue de plus belle, à Lunel, Viel, Marsil-larques.

A St-Just comme le montre cette photo, c'est à la décharge municipale comme de simples ordures ménagères, une véritable montagne de pommes de 100 mètres de long, de 20 mètres de large et de 2 mètres de haut qui est en train de pourrir (environ 200 000 cageots).

Mais direz-vous, c'est la loi du capitalisme : on produit de trop, c'est la crise ; on ne produit pas assez, c'est aussi la crise ; et on ne produit jamais entre les deux, car la loi est



celle du profit maximum et ceux qui y perdent ce sont toujours les petits producteurs et les travailleurs des villes.

Agriculture : UNE NOUVELLE ÉMULE DE MANSHOLT

Sicco Mansholt a fait des «petits» en Allemagne fédérale, comme il en avait fait en France en 1969 avec le rapport Vedel.

On se souvient que le dirigeant social-démocrate hollandais avait lancé il y a plusieurs années l'idée suivant laquelle, la seule solution pour l'Europe au déséquilibre permanent de la production et des prix agricoles était dans la mise en friche de plus d'un tiers de terres arables et donc de l'expulsion de celles-ci de milliers de paysans-travailleurs.

Gunther Thiede, haut fonctionnaire européen de nationalité allemande, vient dans un livre «L'avenir vert de l'Europe» d'écrire

que l'unique solution pour éviter l'accumulation d'excédents agricoles est l'expulsion rapide de 80 % des paysans travailleurs européens, tout en doublant les productions végétales et animales. Autrement dit, mettre au point une politique accélérée de développement du capital monopoleur à la campagne.

Cette politique exprime bien les vœux de la bourgeoisie monopoliste européenne.

Cela dit, entre le rêve et la réalité des luttes de classes, il y a un fossé et les classes dominantes qu'elles le veuillent ou non devront tenir compte de la volonté de la paysannerie travailleuse à ne pas se laisser mettre au chômage sans combattre.

L'AVANCEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

Le gouvernement vient d'annoncer les mesures qu'il entend prendre pour l'avancement de l'âge de la retraite d'une certaine catégorie de travailleurs manuels.

Quelles sont ces mesures ?

D'une part certains travailleurs de l'industrie qui effectuent un travail continu ou semi-continu à la chaîne ou exposés aux intempéries sur les chantiers devront justifier de 42 années de cotisation et d'au moins 5 années de travail pénible dans leurs quinze dernières années. Autant dire tout de suite que les postulants seront une poignée.

D'autre part, les mères de famille ayant élevé au moins trois enfants, qui devront justifier de trente années de cotisations.

Tout laisse croire que cette mesure publicitaire aura le même effet que les fameux «90 %» pour licenciements économiques que doivent toucher actuellement, 5 % des chômeurs seulement.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la publicité faite autour de ces mesures n'enlève rien à leur caractère trompeur d'une part, et que d'autre part la revendication telle qu'elle est avancée par Séguin du rabaissement à 60 ans de l'âge de la retraite ne peut que camoufler le chômage, ne résoud en rien la situation des chômeurs de tous âges et dévie la lutte de la classe ouvrière contre tout licenciement.



sur le front culturel

Exposition :

MAIAKOVSKI DANS LES GRIFFES DES FAUX COMMUNISTES

Il est curieux de voir, depuis quelque temps, les nouveaux bourgeois d'Union soviétique — ainsi d'ailleurs que leurs homologues de la direction du PCF — ressortir de leurs musées et archives ténébreux les trésors révolutionnaires de la période où les partis communistes n'étaient pas encore usurpés par les traîtres au marxisme-léninisme.

Ainsi, il y a un an, la RDA organisait à Paris une exposition sur l'excellent photomonteur communiste allemand, John Heartfield. La «Nouvelle critique révisionniste» a publié également des textes très importants sur l'Union des écrivains soviétiques d'avant-guerre.

Depuis hier, gentiment prêtée par le Musée littéraire de la Bibliothèque Lénine de Moscou et patronnée par France-URSS, on peut voir une exposition sur Maïakovski*. La mode «rétro» a bon dos lorsqu'il s'agit pour ces messieurs de se parer d'un drapeau rouge pour masquer la noirceur de leur trahison du communisme. On peut entendre d'ici pleurer de colère contre tous ces renégats tous les Heartfield et autres Maïakovski. Mais leurs œuvres révolutionnaires transpercent tous les camouflages, car ce sont des artistes qui ont servi la cause du prolétariat ! Celui-ci saura bien arracher leurs œuvres des griffes des usurpateurs !

* «Vingt ans de travaux». Exposition réalisée par Maïakovski lui-même en 1930. Jusqu'au 5 janvier au CNAC — 11, rue Berryer Paris-8^e — métro Georges V.

Léo Ferré au Palais des Congrès :

JE CHANTE POUR MOI

C'est la vedette, Léo Ferré, en ce moment. Sans doute un temps le reflet d'une prise de conscience spontanée (surtout parmi la petite bourgeoisie), Ferré aujourd'hui a une opinion de lui-même, de son travail et de la société particulièrement édifiante. Cela se voit en ce moment, au Palais des Congrès, où le «contestataire» réputé étale tout son «génie» face à 140 musiciens.

Occupé pendant la guerre à «aimer une femme et écrire de la musique», Ferré estime qu'«on est seul sur terre, c'est une solitude peuplée de merde». Mai 68, pour lui, c'est un grand succès... pour lui : «les jeunes se sont ouverts à ma chanson et je suis devenu plus connu»: Ce qu'il pense de son travail ? «Il n'y a pas de lien entre moi et mes musiciens car ils s'en foutent. Il n'y a que moi qui fasse quelque chose. De plus, si quelque chose pas-

se entre moi et les musiciens, c'est moi qui le fait passer, pas eux». Sympathique Léo Ferré... Merci pour les musiciens. Enfin, chanter, selon lui, c'est «violenter les gens avec la musique même si les paroles ne leur plaisent pas.»

Léo Ferré, le «marginal», se sent bien seul. Il n'a pour compagnon que sa misérable philosophie et sa non moins misérable Rolls-Royce...

APPEL

La publication de la bande dessinée chinoise sur Lénine en 1917, a été appréciée par nos lecteurs ouvriers. Mais le désir général de voir publier des bandes françaises traitant de l'histoire du peuple français, des luttes actuelles, etc., se fait vivement sentir. Sachez que dès à présent nos dessinateurs se mettent au travail. Mais sachez également que c'est un énorme travail, long et minutieux. Aussi nous faisons appel à tous nos lecteurs pour qu'ils nous envoient textes, scénarios, idées, mais également dessins et bandes dessinées qu'ils ont pu réaliser pour eux, pour leurs camarades d'usines ou de bureaux. L'art n'est pas seulement une affaire de spécialiste, il est avant tout l'affaire des travailleurs.

BIENTOT : DEUX BANDES DESSINÉES

Réalisées par un ouvrier italien des usines FIAT, sur la résistance du peuple italien pendant la deuxième guerre mondiale, elles ont déjà été publiées en version originale dans «Nuova cultura» périodique militant pour un art et une culture révolutionnaire.



Un objectif à atteindre

25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER

Nous l'avons déjà écrit dans notre numéro du 14 novembre, notre quotidien a besoin d'argent pour être présent en kiosques le plus largement possible dans toute la France.

C'est l'effort soutenu, politique et financier de nos lecteurs, de nos amis, de nos militants, qui nous a permis de franchir les différentes étapes qui nous ont menés ici. D'abord passer d'un hebdomadaire à un tri-hebdomadaire d'essai, puis d'un tri-hebdo. à un quotidien d'essai, puis la mise dans 280 points de vente à Paris le 20 octobre ; le nombre des abonnements a beaucoup augmenté, le journal s'est amélioré, ses liens avec les travailleurs de notre pays se multiplient. Il suffit de voir le volume du courrier reçu, la qualité des contributions envoyées, l'enthousiasme et la confiance de nos lecteurs. Tout cela est encourageant, tout cela nous montre qu'en nous appuyant sur nos lecteurs d'aujourd'hui, sur ceux que nous gagnons et que nous gagnerons demain, qui sont surtout dans les ateliers, les chantiers, les campagnes et les bureaux, nous pouvons faire des choses tout à fait impossibles en apparence.

Notre objectif dans l'immédiat c'est de généraliser la présence du quotidien en kiosques. Dans peu de temps, il aura le format d'un vrai journal, des efforts continus sont faits pour améliorer son contenu. Inutile de dire l'intérêt et l'importance de sa présence en kiosques à Paris comme en province. De nombreux lecteurs nous la demandent avec empressement ; et nous comprenons tout à fait leur impatience. Pour y parvenir, il faut avoir les reins solides, car la mise en kiosques coûte cher nécessairement. Il y a des invendus — donc perte sèche — un pourcentage va aux NMPP pour chaque numéro vendu. Nous pouvons parer en

partie à ces difficultés : réduire en partie le nombre des invendus : bon choix des kiosques, bonne agitation pour faire connaître le journal et le kiosque en question, contrôle de l'approvisionnement, ajustement de la mise en dépôt et de la vente etc. Un certain déficit reste prévisible néanmoins. Il faut s'y préparer financièrement. Chacun de nos amis comprend bien qu'un retrait de la mise en kiosques au bout de quelques mois serait grave pour nos lecteurs, nos idées et notre action. Voilà pourquoi nous lançons cette campagne de souscription pour le quotidien :

25 millions à rassembler du 1er décembre au 15 janvier.

Cette souscription n'est pas la première. En deux fois, nos lecteurs et militants ont rassemblé 43 millions, l'année passée, qui ont contribué aux progrès réalisés. De ces expériences nous tirons l'enseignement qu'une souscription en un temps court et pour un objectif est plus assurée du succès ; et également qu'un succès financier prouve aussi un succès politique des idées et de l'action des communistes marxistes-léninistes de France et contribue à notre bataille politique. Demander de l'argent pour notre quotidien ce n'est pas faire l'aumône, c'est faire comprendre que la presse révolutionnaire est nécessairement « pauvre », que nos difficultés d'argent reflètent la bataille de classe acharnée que la classe ouvrière et le peuple mènent quotidiennement. C'est aussi mesurer l'adhésion à tel ou tel aspect de notre combat. Et chaque fois que nous sollicitons politiquement nos lecteurs et nos amis les plus lointains, nous sommes toujours surpris des succès rencontrés. De nos souscriptions passées, nous tirons l'enseignement qu'il faut oser aller de l'avant, oser ramasser « les petits sous des ouvriers »



MARS 1976

comme disait Lénine. Ce sont eux qui valent cher pour nous. Toutes les souscriptions de masse faites ici ou là, dans une entreprise, sur un marché, au porte à porte, ont rencontré des échos politiques favorables.

Pour les réaliser, nous avons jusqu'à aujourd'hui des bons de souscription. Souvent nos lecteurs les ont critiqués. Tenant compte de leurs critiques, nous avons édité un matériel qui soutiendra l'effort de souscription :

- une pochette de huit cartes postales qui évoquent différents aspects de la presse révolutionnaire (prix 20,00 F) ;
- un calendrier pour 1976, dont nous publions une photographie ci-contre (prix 10,00 F).

A coup sûr, diffuser, vendre ce matériel est plus aisé que de donner des bons de souscription. Mais nos cartes postales, nos calendriers ne sont pas des cartes ni des calendriers comme les autres.

Car l'argent rassemblé servira — frais d'expédition soustraits — directement au quotidien. Voilà la raison du prix fixé qui est un prix minimum bien sûr. Nous le savons d'expérience, beaucoup de nos lecteurs et amis nous prendrons le

calendrier pour bien plus de 10,00 F, si nous le leur demandons et même sans que nous le leur demandions. Nous ne sommes pas des commerçants, c'est une bataille politique, que nous poursuivons tous ensemble ; et tous ensemble nous la gagnerons à coup sûr.

De multiples initiatives peuvent être prises pour le succès de notre campagne de souscription : initiatives individuelles : acheter son calendrier, en offrir à ses proches ou collègues de travail, envoyer des cartes de fin d'année sur les cartes postales de l'Humanité Rouge.

Initiatives militantes : les cartes postales peuvent être vendues à l'unité lors du travail militant, les calendriers proposés avec le journal au porte à porte ou sur les marchés. Pensons à saisir toutes les occasions pour faire connaître le journal et associer chacun à son soutien et à ses progrès.

Nous en sommes sûrs ; vous aurez beaucoup d'idées, et d'initiatives à proposer et à réaliser. Nous y ferons une large place dans le quotidien.

En avant pour gagner la bataille des 25 millions !

BULLETIN D'ABONNEMENT (ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)			
NOM			
PRENOM			
ADRESSE			
	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F		<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F
CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source			

2500 TRAVAILLEURS DES ASSURANCES DANS LA RUE (suite de la page 1)

Lundi une manifestation était organisée par le comité de grève des Assurances du groupe de Paris (AGP - 21, rue de Chateaudun Paris IXè) avec l'aide des sections syndicales CGT et CFDT de l'entreprise. Dès 8 heures, les grévistes, rassemblés devant les portes des AGP, lançaient mots d'ordre et tracts pour y appeler. Au même moment dans toutes les compagnies, très nombreuses dans le IXè arrondissement, les prises de parole succédaient aux diffusions de tracts pour expliquer la situation aux AGP et appeler à soutenir la juste lutte des travailleurs de cette compagnie.

A partir de 11 h 30, de nombreux employés venant des compagnies *La Concorde, La France, G.A.N., Union des assurances de Paris*, etc, se joignaient aux travailleurs des AGP. Et bientôt, rue Laffitte, plus de 2 500 travailleurs des assurances se trouvaient rassemblés.

Midi. Les grévistes des AGP déploient en tête de la manifestation la banderole de leur comité de grève. Alors éclate le premier incident. L'un des faux communistes dirigeant le syndicat CGT des assurances se précipite : il s'oppose à ce que la banderole de tête soit celle du comité de grève ! Il lance des menaces aux manifestants, invoque le prétexte fallacieux suivant lequel ce sont les fédérations syndicales qui ont appelé à manifester, pour justifier son exigence de voir la fédération CGT s'afficher devant tout le monde. Les travailleurs des AGP répliquent du tac au tac : « Cette manifestation est faite pour nous soutenir, nous qui sommes en grève depuis 6 semaines. C'est à nous de la diriger. Vous voudriez nous mettre dans un petit coin, mais pas question ! »

Alors deuxième incident. Sur le trottoir de droite quatre individus se faufilent rapidement. Ils vont se planter 20 à 25 mètres devant le premier rang de la manifestation et,

DEPUIS UNE SEMAINE LES GRÉVISTES AFFRONTENT LA RÉPRESSION PATRONALE

Mercredi 12, première intervention des flics : ils investissent le hall d'entrée de la compagnie et en chassent les grévistes qui l'occupaient depuis le 22 octobre, 7è jour de grève. Le patron ne laisse ouverte qu'une seule porte, il y installe des vigiles, employés par une compagnie privée de gardiennage, qui filtrent tous ceux qui veulent entrer dans l'immeuble de la compagnie.

Jeudi 13 à 15 heures, une réunion a lieu avec la direction. Comme le rapporte le 20è bulletin quotidien des grévistes, *AGP-En lutte*, « l'attitude (de la direction) a été claire : refus de toute négociation sérieuse (...) Les grévistes ont alors pénétré dans la salle de réunion pour exiger des réponses précises aux questions posées (...) Comme d'habitude, Pagezy (le patron) nous a invités à vider les lieux. Nous refusons de quitter la salle en l'absence de réponses positives. Pagezy lâche alors ses « chiens » (des cadres, les grévistes en ont reconnu au moins 7). Nous sommes éjectés de la salle à coups de pieds et de poings... »

Vendredi 14, l'occupation du hall se poursuit. Le No 21 de *AGP-En lutte* indique : « A la demande de certains services, les grévistes sont montés au 2è étage afin d'expliquer aux travailleurs ce qui s'était passé (la veille). La direction une nouvelle fois n'a pas hésité à faire intervenir les forces de l'ordre. Les flics, en civil et en uniforme, nous ont pourchassés dans un service. Les non grévistes ont alors démontré leur solidarité en nous faisant passer pour des employés du service (...) Scandalisé par l'attitude des flics aux ordres de la direction, le personnel a riposté en débrayant massivement. »

Pour masquer l'ampleur des débrayages, le patron a décidé le lock-out. Les travailleurs ont donc décidé en assemblée générale d'organiser une manifestation dans le quartier. A cette occasion, les faux communistes du parti de Marchais ont essayé de se mettre à la tête du mouvement pour le récupérer, allant jusqu'à déplacer des membres de leur service d'ordre central...

fiers comme Artaban, arborent une banderole portant ces seuls mots : « *Syndicats CGT Assurances* ». Ils sont hués par les travailleurs

des AGP. Troisième incident : une Renault 4 arrive du fond de la manifestation, c'est la sono de la CGT. Elle parvient au niveau des travailleurs des AGP qui sont aux premiers rangs. Ils refusent de la laisser passer. Il faut alors l'intervention de membres du service d'ordre cégétiste pour que la voiture force les chaînes formées par les grévistes. Et dans la Renault 4 les deux politrons de se mettre à brailler « *AGP négociez, AGP peut payer, une seule solution : négociation* ».

Les travailleurs leur crient : « *Récupérez-vous ! Filez tout seuls* » et refusent d'avancer derrière cette mascarade des chefs fédéraux de la CGT. Des membres du service d'ordre cégétiste recommandent à s'en prendre à certains travailleurs, les boulesculent, les insultent « *Bandes de cons ! Y'en a marre de vos conneries !* », les menacent « *Vous avez intérêt à avancer sinon on arrête tout, il n'y aura pas de manif* », etc. Finalement la manifestation s'ébranle toujours devancée (!) par les envoyés de la Fédération CGT.

Ces derniers qui avaient voulu imposer leurs mots d'ordre grâce à leur voiture sono en furent pour leurs frais. Ils furent même obligés de faire revenir leur Renault 4 dans le cortège, qu'ils scindèrent en deux, en se plaçant juste devant la banderole de la section CGT des AGP pour qu'enfin cette section CGT cesse de reprendre les mots d'ordre de la CFDT et du comité de grève...

Malgré leurs multiples manœuvres, les faux communistes dirigeant la CGT des assurances ne parvinrent pas à diviser les travailleurs et saborder la manifestation. Et celle-ci connut en définitive un très grand succès.

Pendant une heure et demie la plupart des manifestants défilèrent dans les rues scandant de très nombreux mots d'ordre combatifs : « *Nous voulons, nous aurons satisfaction. A bas l'État des flics et des patrons. Les flics hors des AGP. La hiérarchie c'est comme les étagères plus c'est haut et moins ça sert. Pagezy ordure y'a trop longtemps qu'ça dure. Ce n'est qu'un début continuons le combat. AGP ripostons, halte à la répression. Une seule solution : la révolution* », etc.

Finalement, après que 2 500 voix aient entonné avec force l'*Internationale*, la manifestation devait se disperser. Les travailleurs des AGP rentraient et tenaient une assemblée générale. La manifestation venait de leur prouver : ils bénéficiaient du soutien de nombreux travailleurs des assurances et même des banques, ils rentraient plus déterminés que jamais à se battre jusqu'à la victoire.

ATHENES : PLUS DE 300 000 MANIFESTANTS CONTRE L'OTAN ET LE PACTE DE VARSOVIE

C'est par une manifestation monstre de plus de 300 000 personnes que le peuple grec a célébré à Athènes, lundi soir, le soulèvement de l'École Polytechnique. Ce soulèvement, le 17 novembre 1973, devait préparer la chute de la dictature fasciste installée par les États-Unis. Féroce réprimé, il avait compté vingt-quatre morts et plus de cinquante blessés.

Les manifestants portaient selon nos premières informations de nombreuses banderoles et ont scandé des slogans contre les États-Unis, l'OTAN et aussi contre le pacte de Varsovie.

L'organisation marxiste-léniniste grecque qui édite le journal « *Laikos Dromos* » participait activement à cette manifestation.

MOULINS : RESPONSABLE DE LA MORT DE 2 OUVRIERS... IL EST REMIS EN LIBERTÉ

Comme cela était prévisible, le PDG Planche, responsable de la mort d'un ouvrier, a été remis en liberté dans la journée de lundi. Durant les quatre jours qu'aura duré son incarcération, les pressions n'ont pas cessé pour aboutir à ce résultat, pressions publiques et cachées. Le CNPF, par la bouche de son vice-président, parlait de « machination politique », le député UDR de Moulins faisait des déclarations allant dans le même sens, les patrons du bâtiment organisaient des rassemblements. Une mascarade était mise en place, présentée comme une manifestation des ouvriers de chez Planche au cri de « *Nous voulons notre patron !* ». Le représentant des patrons du bâtiment de l'Allier, protestant contre le fait que c'était le 2è patron incarcéré ces derniers temps, s'exclamait hier : « *C'est déjà beaucoup !* »

Mais les deux ouvriers morts en quelques mois sur les chantiers de Planche, n'est-ce pas beaucoup, cela ?

Dans une mise au point, l'inspection du Travail de l'Allier devait signaler que l'entreprise Planche se caractérise par la « carence continue » des mesures de sécurité. En mai 1973, un procès-verbal était dressé pour travail au fond d'une tranchée non protégée, en juin 1973 pour travail sur échafaudages sans garde-corps, en février 1974 pour travail sur des balcons non protégés aux 4è et 7è étages d'un immeuble. En décembre 1974, un ouvrier faisait une chute mortelle par suite de l'absence de protection, en octobre 1975 une nouvelle chute mortelle avait lieu pour les mêmes raisons. Deux semaines plus tard, un procès-verbal était dressé pour absence de protection contre les chutes de grande hauteur sur un chantier de Bellerive-sur-Allier.

Comme on le voit, il ne s'agit donc pas d'on ne sait quelle fatalité quand deux ouvriers sont tués. Le responsable direct de leur mort n'est pas le hasard, mais le patron qui les oblige à travailler au risque de leur vie. Et il ne s'agit pas là d'une exception. En 1973, 824 ouvriers sont morts dans le bâtiment. 33 871 accidents graves y ont eu lieu.

La course au profit maximum qui est la loi même du capitalisme et qui amène les capitalistes à sacrifier la sécurité des ouvriers, voilà la cause réelle de ces crimes baptisés « accidents du travail ». Il faut donc dès aujourd'hui combattre pour imposer la sécurité dans le travail, mais surtout préparer la destruction du capitalisme qui permettra seule d'en finir avec ces crimes impunis.